Envoyé en préfecture le 13/10/2025

Reçu en préfecture le 13/10/2025

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMI Publié le TAIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES LYONS AND ID : 027-200070142-20251002-125\_2025-DE

L'an deux mille vingt-cinq, le deux octobre à 18h30 à Charleval, le conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni sous la présidence de Monsieur Jean-Luc ROMET, en séance publique.

Nombre de délégués Etaient présents :

Amfreville-les-Champs

M. Cordier.

En exercice: 48 Bacqueville M. Collette.

Beauficel-en-Lyons

Mme Doinel,

Bosquentin

Mme Fouquet,

Bourg-Beaudouin

Présents: 34 Charleval Mme Hequet, M. Emo,

Votants: 42

Douville-sur-Andelle M. Cramer,

Fleury-la-Forêt

M. Godebout,

Fleury-sur-Andelle

M. Vieillard R.,

Flipou

M. Cousin.

Date de convocation:

Délibération affichée

Le:

Houville-en-Vexin

M. Lebreton,

Le: 26 septembre 2025

Le Tronguay

Les Hogues

Mme Bachelet.

Letteguives

Lilly Lisors Mme Lancien.

M. Herbin,

Lorleau

Lyons-la-Forêt Ménesqueville M. Baldari,

Perriers-sur-Andelle

M. Cahagne,

Perruel

M. Quéné,

Pont-Saint-Pierre

Mme Lavigne, M. Hébert,

Mme Dupart, MM. Duval, Mutel,

Radepont Renneville M. Minier, M. Levieux,

Romilly-sur-Andelle

Mmes Simon, Langlet, MM. Chivot, Romet, Vieux,

Rosay-sur-Lieure

M. Béharel, Mme Malhaire,

Touffreville Val d'Orger Vandrimare

M. Bonneau, M. Bézirard,

Vascoeuil

M. Moëns.

Absents: Mmes Damois, Mme Marteau, M. Gavelle.

Excusés: MM. Calais, Defrance, Houssaye.

Pouvoirs: M. Halot à M. Godebout, Mme Dalissier à M. Emo, M. Zielinski à M. Minier, Mme Grégoire à M. Moëns, Mme Grouchy à Mme Doinel, Mme Julien à Mme Simon, M. Blavette à M. Bonneau, M. Dechoz à M. Bézirard.

Finances et affaires générales : Versement de subventions de fonctionnement du budget annexe « aide à domicile » vers le budget principal: autorisation de signature

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°50/2025 du conseil communautaire en date du 10 avril 2025 relative au vote du budget primitif du budget annexe « aide à domicile » 2025 ;

Vu la délibération n°59/2025 du conseil communautaire en date du 10 avril 2025 relative au vote du budget principal 2025;

Vu l'avis favorable des membres de la commission finances et affaires générales en date du 9 septembre 2025 ;

Reçu ei

Reçu en préfecture le 13/10/2025

Envoyé en préfecture le 13/10/2025

Berger 2025 Levrault le versement de

Afin d'améliorer la qualité des comptes des collectivités, il est désormais nécessaire de subventions entre les différents budgets d'une même entité.

ID: 027-200070142-20251002-125\_\_2025-DE

ırtin Liesse HARLEVA

WOLLE ROME

Différentes subventions ont été inscrites au budget primitif 2025 et permettent notamment de valoriser :

- L'utilisation des locaux dont les charges sont imputées sur le budget principal et nécessitent d'être répercutées sur les budgets annexes;
- L'encadrement des services et l'intervention des services fonctionnels (notamment ressources humaines et finances) imputées sur le budget principal au chapitre 012.

## Le conseil, après avoir entendu et délibéré à l'unanimité :

autorise par délibération le versement de subventions du budget annexe « aide à domicile » vers le budget principal dans les conditions ci-dessous précisées :

Budgets annexes	Comptes	Objets	Montants
	6287	Frais de structure locaux	6 000 €
Aide à domicile	64788	Frais de structure encadrement	22 000 €

Le registre dûment signé les jours, mois et an susdits. Pour copie conforme.

Le secrétaire de séance,

Arnaud GODEBOUT

Voies et délais de recours : la présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Rouen ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté de communes Lyons Andelle.

La Communauté de communes dispose d'un délai de deux mois pour répondre à un recours gracieux. Le silence gardé pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite pourra elle- même être déférée au Tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois.